

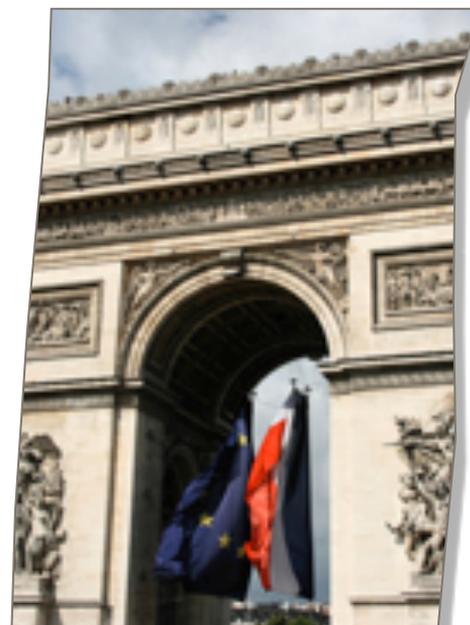
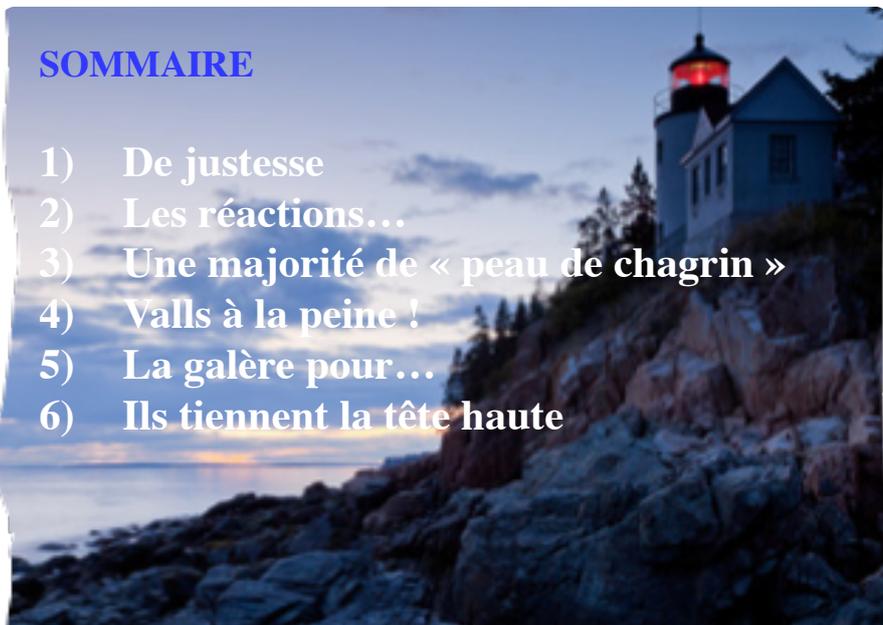
LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) De justesse
- 2) Les réactions...
- 3) Une majorité de « peau de chagrin »
- 4) Valls à la peine !
- 5) La galère pour...
- 6) Ils tiennent la tête haute



G.Diez La Presse en Revue

I) Les députés votent la confiance au gouvernement Valls, mais 31 députés socialistes s'abstiennent



Le Premier ministre Manuel Valls s'adresse aux députés à l'Assemblée nationale, le 16 septembre 2014. (PATRICK KOVARIK / AFP)

C'est 20 de plus que lors du vote de confiance au premier gouvernement Valls en avril dernier.

Les députés accordent la confiance au gouvernement "Valls 2" de Manuel Valls, mardi 16 septembre. Mais 31 députés socialistes se sont abstenus, c'est 20 de plus que lors du vote de confiance au premier gouvernement Valls en avril dernier. A l'issue du discours de politique générale de Manuel Valls, les députés se sont prononcés : 269 députés ont voté pour, 53 se sont abstenus et 244 ont voté contre.

Au sein de la majorité : le poids des frondeurs

La grande majorité du groupe socialiste, qui compte 289 députés depuis le départ de Thomas Thévenoud, avait fait part de son intention de voter la confiance. Au final, c'est 31 députés socialistes qui se sont abstenus, et même 32 si l'on prend en compte Linda Gourjade qui a voté pour mais qui a fait savoir qu'elle s'était trompée. Lors du premier vote de confiance demandé par Manuel Valls, le 8 avril, 11 socialistes s'étaient abstenus, tandis que la majorité comptait un total de 21 abstentionnistes.

Dix-sept des 18 députés écologistes avaient quant à eux se sont abstenus comme promis. Une dizaine d'entre eux avaient voté pour lors de la première déclaration de politique générale du Premier ministre. La seule à ne pas s'abstenir, Isabelle Attard, apparentée au groupe écologiste, a voté contre, comme il y a cinq mois. Les dix députés Front de gauche avaient quant à eux annoncé qu'ils ne voteraient pas la confiance au gouvernement.

L'opposition exprime sa colère

Au sein de l'UDI, "il devrait y avoir trois ou quatre abstentions maximum", a déclaré le président du groupe, Philippe Vigier, en conférence de presse. Pour les centristes, même si le résultat du vote de confiance est "quasi acquis", la confiance reste "artificielle". "Manuel Valls ne dispose pas de la majorité dont il souhaiterait disposer pour mener ses vraies réformes de fond, pour faire en sorte que ce pays puisse se redresser, a ajouté Philippe Vigier, La confiance, ce sont des paroles, ce sont des actes, ce sont des engagements, c'est une capacité à mettre en mouvement un pays, et nous dirons, nous, que cette capacité n'est pas au rendez-vous".

A l'UMP (Union pour un mouvement populaire),

les 191 membres du groupe, ainsi que les huit députés apparentés ont décidé de voter contre une gestion "désastreuse". Il n'y aura ni soutien, ni abstention au discours de politique générale, a indiqué le président du groupe, Christian Jacob, en conférence de presse, "à moins qu'il y en ait un qui se trompe de bouton", a-t-il plaisanté.

Le retour de Sarkozy n'intéresse pas les Français



Le Nouvel Observateur avec AFP

SONDAGE. 64% des Français disent ne pas s'intéresser à l'annonce que devrait faire l'ancien président à la fin de la semaine.



Nicolas Sarkozy aux Sables d'Olonne, le 4 mai 2012. (ALAIN JOCARD/AFP)

Près des deux tiers des Français (64%) ne s'intéressent pas à l'annonce prochaine du retour de Nicolas Sarkozy, selon un sondage OpinionWay/Clai/LCI publié mardi 16 septembre.

43% des personnes interrogées déclarent n'être "pas du tout intéressées" par l'annonce de la décision de l'ancien président de la République, attendue d'ici la fin de la semaine. 21% se disent "peu" intéressées.

En sens contraire, 23% des sondés se déclarent "assez" intéressés" et 12% "beaucoup", soit un total de 35%.

Seuls les électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012 s'intéressent vraiment à cette question (ils sont 82% dans ce cas). Ceux qui ont voté pour un autre candidat sont au plus un tiers à s'y intéresser (34% des électeurs de François Bayrou, 32% de ceux de Marine Le Pen), au pire 13% (ceux de Jean-Luc Mélenchon).

Sondage réalisé par internet les 10 et 11 septembre auprès d'un échantillon de 976 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas.

II) Les réactions au discours de Manuel Valls

Le Monde.fr

➤ Mélenchon et la « faillite morale » de Valls

Sitôt le discours achevé, Jean-Luc Mélenchon a été le premier à publier un communiqué sur son blog pour critiquer la déclaration de politique générale, intitulé : « Manuel Valls tient un pauvre discours politicien ».

L'ancien candidat à la présidentielle a dénoncé « une série de grimaces destinées à faire peur sans un mot cependant pour la menace sur l'écosystème global du fait du changement climatique », ainsi que « les emprunts innombrables au vocabulaire et aux fantasmes de la droite extrême ».

« La faillite morale de ce discours devant l'Assemblée nationale est totale », explique le leader du Front de gauche qui estime que « pour l'essentiel, il s'agit seulement de la feuille de route édictée par la Commission européenne. »

Pierre Laurent, qui assistait au discours depuis le Sénat – le texte y était lu par Laurent Fabius, le numéro deux du gouvernement –, a vu de son côté « la main visible de l'austérité qui guide [la] politique » de Manuel Valls. « Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, écrit le premier secrétaire du Parti communiste dans un communiqué. Après son discours de politique générale, il est clair que Manuel Valls refuse de prendre en compte la large défiance qui s'exprime dans tout le pays à l'égard de sa politique ».

➤ L'écologie, « la grande absente »

Le discours de Manuel Valls n'a pas non plus convaincu les députés écologistes qui devraient s'abstenir massivement lors du vote de confiance. « Manuel Valls a acté l'échec de sa politique économique, dont l'objectif principal est la réduction des déficits et la réduction des dépenses publiques, sans pour autant proposer un infléchissement susceptible de permettre aux écologistes de retrouver une confiance que les Françaises et Français ont déjà perdue », explique EELV dans un communiqué de ses porte-parole, Julien Bayou et Sandrine Rousseau.

Les Verts estiment que l'écologie est « la grande

absente » de la déclaration de Manuel Valls. « A quelques mois de l'organisation de la cop21 à Paris, les écologistes attendent, pour retrouver la confiance, des actes forts engageant une transition vers un nouveau modèle de développement », concluent-ils.

➤ Marine Le Pen appelle à la dissolution

La présidente du FN, interrogée sur i>Télé, s'est dite pour sa part « frappée par la vacuité du discours de Manuel Valls. » « C'est l'écho du vide de la politique menée », a-t-elle expliqué.

Marine Le Pen estime que le gouvernement de Manuel Valls ne peut pas continuer dans ces conditions : « Je demande la dissolution, car ça ne tiendra pas, ça ne peut pas tenir. »

lemonde.fr

III) Pierre Laurent : "Le Premier ministre ne dispose plus que d'une majorité peau de chagrin"



"Le Parti communiste français s'emploiera dans les semaines à venir à à renforcer le rassemblement pour une autre politique", affirme son secrétaire général.

269 députés sur 577 ont voté la confiance à un Manuel Valls « droit dans ses bottes », totalement sourd à la défiance populaire qui ne cesse de grandir. Confirmant une politique qui mène à l'échec, le Premier ministre a tenté de l'habiller d'un vernis prétendument de gauche. En réalité, le cap de l'austérité est totalement maintenu. Résultat : le Premier ministre ne dispose plus que

d'une majorité peau de chagrin, ce vote de confiance n'est qu'une victoire à la Pyrrhus sans aucune perspective.

65 voix de gauche venant des bancs communistes et Front de gauche, socialistes, écologistes, MRC, manquent à l'appel, soit 31 de plus qu'en avril pour le gouvernement Valls I. Minoritaire dans le pays et dans la gauche, le Premier ministre n'a plus qu'une majorité rétrécie à l'Assemblée.

Les députés Front de gauche ont eu raison de voter contre, car cette politique conduit à coup sûr à l'échec. Je renouvelle mon appel, à tous ceux qui n'ont pas voté la confiance et à tous ceux qui l'ont encore voté la peur au ventre, pour que nous travaillions ensemble à d'autres choix politiques pour la justice sociale, l'emploi et la solidarité. Le Parti communiste français s'emploiera dans les semaines à venir à renforcer ce rassemblement pour une autre politique.

humanite.fr

IV) Les messages de Manuel Valls dans son discours de politique générale

Par Ivan Valerio, Mathilde Siraud



Crédits photo : FRANCOIS BOUCHON/ Le Figaro

En 46 minutes de discours, le premier ministre a glissé des petits messages politiques à destination de la gauche du PS, des radicaux de gauche, du Medef, de la droite ou encore d'Angela Merkel.

Deuxième grand oral pour Manuel Valls. Le chef du gouvernement prenait la parole ce mardi devant les députés pour un discours de politique générale qui doit marquer un rebond de l'exécutif après une rentrée catastrophe. En un peu plus de trois quarts d'heure, il a abandonné préférant glisser de nombreux messages politiques.

politiques.

➤ Le message à Angela Merkel

Le Manuel Valls de ce 16 septembre a pris des accents d'**Arnaud Montebourg**. S'adressant à ses voisins européens comme à la représentation nationale, il a fustigé un euro trop fort, a demandé à l'Allemagne de «prendre ses responsabilités» et vanté les mérites de l'investissement et du soutien à la croissance. Des mots que n'aurait pu renier son ancien ministre de l'Économie.

Le chef du gouvernement a commencé par annoncer un rendez-vous pris avec la dirigeante allemande, au cours duquel il compte se faire entendre. «Notre message doit être entendu», a-t-il insisté. Poursuivant avec une mise en garde: «L'Allemagne doit assumer ses responsabilités.»

«L'investissement, c'est le mot qu'il faut retenir.»

Manuel Valls

Puis il a dénoncé un euro «trop cher», se félicitant des décisions de la Banque centrale européenne pour baisser le prix de la monnaie européenne: «Appliquée à toutes nos entreprises exportatrices, cette baisse représente des dizaines de milliers d'emplois préservés. Il faut aller plus loin encore car il y a urgence. La zone euro décroche par rapport au reste du monde.»

Le premier ministre a également défendu une ligne pro-investissement, pour relancer la croissance. «**L'investissement, c'est le mot qu'il faut retenir, c'est la clé de la reprise**», a-t-il lancé. «C'est par l'investissement que l'Europe retrouvera une croissance solide et durable», a poursuivi Manuel Valls.

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Valls : qu'est-il allé faire dans cette galère ?

Gérald Andrieu - Marianne
Rédacteur en chef de Marianne.net

Etrange exercice auquel s'est livré Manuel Valls devant les députés. Bien sûr, il y a les redites de son premier discours de politique générale prononcé il y a à peine cinq mois. Evidemment, il y a les redites de son allocution à la Rochelle devant ses camarades socialistes. Mais il y a pire. Il y a justement ce qui n'est pas dit : sa vision pour le pays. Et ses faux élans de fermeté...



LCHAM/SIPA

Pourquoi ? Quelle était l'idée ? Le projet ? Il aurait pu s'en passer, ne pas choisir de s'infliger de participer à un tel exercice cinq mois seulement après avoir déjà donné. Mais Manuel Valls est de ces hommes qui n'acceptent pas l'idée que l'on puisse les soupçonner de s'être défilés, d'avoir opté pour la fuite devant l'adversité. Il a donc signé pour un deuxième discours de politique générale. A tort, sans doute.

Car c'est un Valls, visiblement fatigué, déjà largement entraîné dans sa chute par François Hollande, qui s'est présenté devant les députés, leur réservant pour l'occasion de beaux lapsus auxquels il n'est pourtant pas habitué : « l'approbation » ou « l'onction » (comment savoir) est devenue « l'action » ; les « prévisions » ont muté en « provisions » ; les « rythmes scolaires » se sont changés (seront-ils mieux accepter ainsi ?) en « rimes scolaires » !

Résultat : un Premier ministre peu convaincant face à une salle atone. A gauche comme à droite d'ailleurs. Il aura fallu attendre près de 40 minutes et un couplet (appréciable, il est vrai) sur la puissance de la France et le détestable penchant

décliniste de certains, pour faire se lever de leurs bancs, enfin, quelques députés socialistes... Avant qu'ils ne finissent par se rasseoir, le discours de Valls redevenant subitement un mauvais cours d'instruction civique pour collégiens, riche en phrase creuse sur la République.

Car le chef du gouvernement n'a malheureusement pas profité de sa venue au Palais-Bourbon pour offrir sa vision du pays. Au mieux, il s'agissait d'une allocution d'un (bon) huissier de justice ayant pris soin de répertorier toutes les corporations et catégories sociales que compte le pays pour ne surtout en oublier aucune. Un penchant qu'avait déjà eu Valls lors de son premier discours de politique générale. Au pire, d'un petit plagiat, l'air de rien, de son discours prononcé à l'université d'été du PS à la Rochelle. Notamment ce passage dans lequel il explique qu'il ne faut pas « stigmatiser les populations en les ramenant systématiquement à leurs origines », alors qu'il use lui-même souvent de cette regrettable ficelle au sujet de Najat Vallaud Belkacem...

Certes, le Premier ministre aura eu quelques mots pour ces « territoires ruraux » délaissés, cette France périphérique à laquelle Marianne s'intéresse dans ses colonnes cette semaine. Mais Valls devrait le savoir : il ne suffit pas de parler des « perdants » et des « gagnants de la mondialisation », il ne suffit pas à son équipe de lire à la va-vite, le temps d'un week-end, le nouvel ouvrage du géographe Christophe Guilluy, pour apparaître convaincant. De toutes façons, la crise que traverse le pays est si grande que les mots n'y suffisent plus. Seuls les actes comptent.

Alors on se gausse quand on l'entend revendiquer « un dialogue sincère et exigeant avec l'Allemagne ». Tremble Angela ! Plus de deux ans après leur arrivée aux pouvoirs, les socialistes te réservent, pour te tordre le bras, un supplice incroyable : un « dialogue sincère et exigeant » ! Tout comme on pouffe de l'entendre expliquer que non, ô grand jamais non, son gouvernement ne pratique pas la rigueur puisqu'il a, par exemple, augmenté les bourses des étudiants. Car l'occupant de Matignon oublie de dire qu'elles l'ont été... de seulement 0,7 % ! Comme il manque de préciser que les bourses au mérite, elles, par effet domino, ont pris un coup sur le carafon...

Et l'on rit (jaune, encore une fois) quand il évoque un « euro trop cher » et glisse, dans la

foulée, un « mesurons le chemin parcouru ». Mais qu'ont-ils accompli de si grand pour faire baisser l'euro ?

Mais il y a pire. On est éberlué de voir Valls tancer le Medef, de rappeler Gattaz à la « règle du jeu » du dialogue social quand, dans le même temps, est offert au patronat la possibilité de revenir sur les seuils sociaux. Il y a même plus consternant encore. La réforme territoriale (annoncée lors de son premier discours de Premier ministre devant la représentation nationale) a été en partie dévoilée ce mardi. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le bébé a été bercé trop près du mur. La réforme en ressort atrophie : ainsi, le département ne disparaîtra pas, mais reprendra vie (il fallait oser) sous trois formes différentes (superagglomérations, fédérations d'intercommunalités et... conseil généraux inchangés !). Le bébé a donc une sale gueule et Jean-Michel Baylet, le patron du PRG qui était opposé à la réforme, lui, peut boire du petit lait... Dommage, voilà pourtant un chantier qui était attendu par les Français. Peut-être seront-ils satisfaits par un nouveau discours de politique générale ? On prend rendez-vous ? Dans moins de cinq mois cette fois ?



VI) Les frondeurs tiennent toujours tête à Valls, droit dans ses bottes

François Vignal



© AFP

Le premier ministre sollicite de nouveau la confiance des députés, après une rentrée catastrophique pour l'exécutif, où Manuel Valls a assumé la clarification de sa ligne social-libérale.

Sauf énorme surprise, la confiance sera votée. Une trentaine de frondeurs du PS devraient cependant s'abstenir.

Bis repetita. Cinq mois après avoir obtenu la confiance des députés, Manuel Valls la redemande ce mardi. Sauf très grosse surprise, le premier ministre devrait l'obtenir. « La confiance sera votée cet après-midi », croit le sénateur PS Luc Carvounas, l'un de ses proches soutiens. Mais le nombre de députés contestataires de la ligne sociale-libérale de l'exécutif devrait gonfler, comparée au vote du 8 avril dernier. De 11 députés PS « frondeurs » qui s'étaient abstenus, sur un total de 26 abstentions, il pourrait y en avoir aujourd'hui « une trentaine », selon le député Christian Paul, proche de Martine Aubry et l'un des portes voix des frondeurs. Les écologistes vont de leur côté s'abstenir aussi. Si confiance il y aura, l'avance sera plus serrée que la dernière fois.

« Je ne suis pas sûr que Martine Aubry souhaite la réussite du gouvernement »

La prise de position de la maire de Lille, qui défend la liberté de vote des députés, reste encore au travers de la gorge des parlementaires légitimistes. « Je ne suis pas sûr qu'elle souhaite la réussite du gouvernement », selon le sénateur PS François Patriat, qui voterait sans problème la confiance, s'il avait à le faire – le discours de Manuel Valls sera lu au Sénat, mais sans vote. « Beaucoup d'élus locaux ont été très étonnés par la prise de position de Martine Aubry. Ça peut être mal interprété par les concitoyens », selon Luc Carvounas.

A quelques heures du vote, l'exécutif et ses soutiens dramatise l'enjeu. C'est classique. Manuel Valls en appelle de nouveau à la « responsabilité » des parlementaires. Il est venu le dire hier aux députés, rassemblés en séminaire. Le président PS de la commission des Lois de l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas, a lui dénoncé « l'escalade » des frondeurs, qui conduit à une « situation ridicule », les appelant à la « discipline ». « Ce petit jeu du je t'aime moi non plus n'est pas digne », selon François Patriat. Luc Carvounas appelle les contestataires à ne pas « franchir le rubicon du vote contre ».

Les frondeurs pensent au coup d'après : le budget

S'il n'obtenait pas la confiance, Manuel Valls devrait démissionner, entraînant la majorité dans

une crise encore bien plus profonde. Que l'exécutif se rassure, les frondeurs ne comptent pas aller jusque là. L'objectif n'est pas de faire tomber le gouvernement, il est d'infléchir la ligne

Mais la position des frondeurs n'est-elle pas hypocrite ? Chacun rivalise de mots pour dénoncer les mauvais choix de l'exécutif, sans assumer au final un vote contre. « Ce n'est pas hypocrite. C'est une étape pour essayer de convaincre », explique la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, responsable de l'aile gauche du PS. « Je m'associe à mes camarades frondeurs », explique celle qui, il y a quelques jours, souhaitait carrément que Manuel Valls n'ait pas la confiance. « Personnellement, je suis plutôt contre », confirme-t-il. Déjà les frondeurs pensent au coup d'après. « Si nous ne sommes pas entendus maintenant, il faudra tout faire pour qu'on le soit lors de l'examen du budget », ajoute-t-elle, mettant au passage en garde contre le basculement du Sénat à droite, lors des sénatoriales, et les positions « plus libérales » encore qui suivraient.

Pas d'alternative selon Valls

Pour Manuel Valls, il n'y a pas d'alternative à sa politique. Il utilise depuis plusieurs semaines cette rhétorique chère à Margaret Thatcher, l'ancienne première ministre conservatrice britannique. Tout juste une annonce doit être faite sur les petites retraites lors du discours. Mais malgré les appels à la discipline, le débat continue dans la majorité. « Si j'avais à le faire, je voterais la confiance. Il faut baisser les déficits. Mais il faut une inflexion sur le gel des allocations familiales, des APL, la fiscalité des petits salaires, la demi part des veuves et veufs », demande le sénateur PS Claude Dilain, ancien maire de Clichy-sous-Bois. Pour Matignon, l'inflexion a déjà eu lieu en réalité, avec les chiffres du déficit plus élevés que prévus. Le rythme de réduction des dépenses publiques est adapté. CQFD. C'est assez pour Manuel Valls



A Suivre...
La Presse en Revue